

Drapeau troué, lambeaux d'État: la Roumanie, de décembre 1989 à décembre 1991

Rossion, Laurent

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Rossion, L. (2016). Drapeau troué, lambeaux d'État: la Roumanie, de décembre 1989 à décembre 1991. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, XVI(4), 493-509. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-51847-8>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Drapeau troué, lambeaux d'État

La Roumanie, de décembre 1989 à décembre 1991

LAURENT ROSSION

Qu'est-ce qui fait qu'un État est État et que les citoyens le ressentent comme tel ? Par exemple, la Roumanie, de 1989 à 1991 : en plein déchirement, était-elle encore un État ?

Partons d'une affirmation simple : un État a besoin de symboles, ce que signale Michel Pastoureau :

« Pour l'heure, ce qui semble assuré c'est qu'il n'y a pas d'État sans emblèmes – c'est-à-dire sans un répertoire minimum de signes ayant pour fonction de le proclamer – et que ce sont presque toujours ces emblèmes qui assurent la continuité de l'État. Ce faisant, peut-on aller jusqu'à dire que ce ne sont pas des hommes mais des signes qui gouvernent, qui exercent la plénitude du pouvoir, qui 'sont' l'État ? »¹.

Or, lors des événements de décembre 1989, une chose bizarre arrive, laquelle, à notre connaissance, n'a pas été approfondie : le symbole de la révolution apparaît sous la forme d'un drapeau troué. En effet, le drapeau de la République socialiste de Roumanie portait les armoiries communistes au centre du tricolore roumain. Les manifestants arborent des drapeaux où cet emblème a été enlevé. Mais qui a opéré cette découpe, et quand ? Les études n'en disent presque rien :

« Dans une des salles, les manifestants trouvèrent un grand drapeau, et c'est peut-être à ce moment que le plus célèbre symbole de la révolution est apparu pour la première fois : un drapeau roumain dont le centre, l'emblème communiste, était découpé »².

¹ Michel Pastoureau, « Genèse du drapeau. États, couleurs et acculturation emblématique autour de la Méditerranée », in *Genèse de l'État moderne en Méditerranée. Approches historique et anthropologique des pratiques et des représentations. Actes des tables rondes internationales tenues à Paris (24-26 septembre 1987 et 18-19 mars 1988)*, Rome, École française de Rome, 1993, p. 99.

² Notre traduction – c'est le cas de toutes les citations en anglais ou en roumain. (« In one of the rooms, the demonstrators found a large flag, and it is at this point that the most famous symbol of the revolution may have made its first appearance : a Romanian flag with the communist emblem cut from its center »), Peter Siani-Davies, *The Romanian Revolution of December 1989*, Cornell University Press, Ithaca, 2005, p. 62, n. 25.

Catherine Durandin est plus elliptique :

« Les manifestants sont arrivés, un groupe de plusieurs dizaines de personnes avec un drapeau de chez les pionniers avec un trou au milieu »³.

Pourtant, d'un point de vue sémiotique, cette suppression est intéressante : comment interpréter ce drapeau évidé ? Car, comme le remarque encore Michel Pastoureau, « Un drapeau n'est jamais neutre. Un drapeau n'est jamais muet. »⁴.

Les événements politiques violents sont plus souvent traduits en actes (« Qui a fait quoi ? ») qu'en glissements de sens, conflits symboliques ou ruptures visuelles. Néanmoins, tentons, à travers le drapeau troué de 1989, de saisir certaines significations latentes au conflit.

En effet, le symbole apparemment spontané de la révolution roumaine est porteur de significations à mettre en rapport avec les événements parfois violents qui agiteront les deux premières années de la transition. Par ailleurs, un drapeau, en tant que symbole, permet la mise en place d'un discours « épique », dans le cadre d'une iconographie révolutionnaire. Cela aussi doit être pris en compte pour analyser la chaîne des événements. Ce drapeau sera ensuite « rempli » d'autres significations.

AVANT : LE DRAPEAU PLEIN

Les sources du drapeau roumain

Si l'on s'en tient aux remarques générales, deux sources sont utiles pour l'analyse. La première est héraldique : beaucoup de drapeaux transcrivent les couleurs d'un blason en bandes horizontales, comme c'est le cas pour l'Allemagne. La première Constitution roumaine à laquelle se rapporter, celle des Principautés-Unies, proposait un drapeau à trois couleurs horizontales. Techniquement, l'ordre des couleurs a légèrement varié (azur en haut ou en bas) mais, si l'on s'en tient à l'héraldique, les trois couleurs (azur, or et gueules) seraient la transcription de deux blasons : la Moldavie et la Valachie⁵.

³ Catherine Durandin, Guy Hoedts, *La Mort des Ceaușescu : La vérité sur un coup d'État communiste*, Bourin éd., « Document », Paris, 2009, p. 89.

⁴ Michel Pastoureau, « Genèse du drapeau...cit. », p. 108.

⁵ « La fixation, dans le cadre du Règlement organique, des drapeaux des deux pays roumains : la Moldavie – rouge et bleu ; la Valachie – jaune et azur, constitue une autre étape dans l'histoire de la formation du tricolore comme drapeau des autorités de l'État » (« Un alt moment în istoria instituirii tricolorului ca drapel al autorităților de stat l-a constituit fixarea în cadrul Regulamentelor Organice a steagurilor celor două țări românești : Moldova – roșu și albastru ; Țara Românească – galben și azur »), Laurențiu-

Une autre remarque est historique : les trois couleurs apparaissent sur la hampe du drapeau de Tudor Vladimirescu, qui était coiffée de franges bleu-jaune-rouge, lors de la révolution de 1821⁶, tandis qu'en 1848, les révolutionnaires valaques et moldaves choisissent les trois couleurs pour proposer le tricolore à bandes verticales auquel est joint, dans un alphabet de transition, une devise clairement inspirée de la France : « Droit – Fraternité »⁷. Le drapeau est donc, à l'origine, complété par une inscription au centre : en l'occurrence, une devise. Par la suite, le drapeau national sera un tricolore simple (d'abord horizontal, puis vertical), sans mention, hormis pour les pavillons de la marine, de l'armée, de la maison princière ou royale, qui porteront, c'est selon, une inscription ou un blason⁸.

Les interprétations nationales

Outre les éléments objectifs, un drapeau permet une foule d'interprétations qui, elles, ne sont pas forcément historiques, factuelles ou vérifiables. Ces interprétations sont généralement relayées par l'historiographie nationale, par divers ouvrages et, ensuite, par l'institution scolaire.

Par exemple, le drapeau national roumain est souvent confondu avec les drapeaux de guerre ou les drapeaux d'autorités spécifiques (pavillons royaux ou princiers, etc.). Tant et si bien que des voix regrettent aujourd'hui l'absence des armoiries royales sur le drapeau d'État – sachant qu'elles n'étaient pas officiellement présentes (cf. les Constitutions de 1866, 1923, 1938)⁹. Mais ceci ouvre un débat sur les lectures d'un drapeau, sujet assez riche que Michel Pastoureau résume de la sorte :

Ștefan Szemkovics, « Pagini din istoria tricolorului românesc », p. 3, en ligne, <<http://www.cultura.mai.govoy.ro/traditii/drapel.pdf>>, consult. : 22 septembre 2016.

⁶ Nous laisserons de côté les interprétations nationalistes qui font remonter l'origine du drapeau roumain aux Daces.

⁷ « Дрептата – Фръцие. » Ce que l'histoire officielle roumaine raconte moins, c'est le mélémélo quant au choix du drapeau dans ces années révolutionnaires, singulièrement en Transylvanie. Un beau compte-rendu se trouve dans Judit Pál, « 'The Struggle of Colours' : Flags as National Symbols in Transylvania in 1848 », in Anders E.B. Blomqvist, Constantin Iordachi, Balázs Trencsényi, *Hungary and Romania Beyond National Narratives : Comparisons and Entanglements*, Peter Lang, Bern, 2013, pp. 93-123.

⁸ Cf. Laurențiu-Ștefan Szemkovics, « Pagini din istoria tricolorului...cit. ».

⁹ Plus précisément : « Les couleurs des Principautés-Unies sont le Bleu, le Jaune et le Rouge » (« Colorile Principatelor-Unite urmeză a fi Albastru, Galben și Roșu ») et « Les couleurs du drapeau de la Roumanie sont : Bleu, Jaune, Rouge, placées verticalement » (« Culoarele drapelului României sunt : Albastru, Galben și Rosu, așezate vertical ») (*Const.*, 1923 et 1938).

« [...] interprétations peu historiques, forgées a posteriori, mais qui en elles-mêmes constituent des documents d'histoire culturelle que l'on ne doit pas négliger. Tout drapeau se prête à discours et surlectures et porte en lui sa future mythologie »¹⁰.

À vrai dire, le drapeau roumain compte essentiellement deux interprétations symboliques tout à fait utiles pour notre propos :

- a) Selon une lecture fréquente, les trois couleurs seraient le symbole des trois provinces historiques (Moldavie, Valachie, Transylvanie) et, plus exactement, de leur union ;
- b) Selon une interprétation plus « didactique », les couleurs représenteraient le ciel, le blé et le sang (azur, or et incarnat).

Dans les deux cas, il s'agit tout à fait de « surlectures » comme évoqué ci-dessus. Le discours explicatif des couleurs évoque l'épopée de la formation nationale : par l'union d'une part, par l'essentialisation du lien territoire/peuple d'une autre. Ces deux lectures sont donc complémentaires (et apparaissent forcément dans l'enseignement de toutes les écoles de Roumanie).

Un drapeau est comme une auberge espagnole : on y trouve ce que l'on a apporté. Car, en l'occurrence, la Roumanie est loin de constituer un État stable, gravé dans la pierre (le territoire actuel n'est établi qu'après la seconde guerre mondiale, tandis que le régime politique actuel est, en fait, le plus stable que le pays ait jamais connu...). Les « surlectures » font du drapeau l'expression d'une Roumanie multiséculaire et d'un État clairement défini par l'article 1^{er} de la Constitution : « État national, souverain et indépendant, unitaire et indivisible. »¹¹.

Les armoiries

En 1948, nouveau régime oblige, les armoiries de l'État roumain sont apposées au centre de la bande médiane or. C'était d'ailleurs une pratique habituelle pour les nouvelles républiques « populaires » : il en alla de même en Hongrie, par exemple. Passons sous silence les quelques variantes qui émaillent les années 1948-1965 : la Constitution du 21 août 1965 prévoit, au titre VIII, art. 116 :

« Les armoiries de la République socialiste de Roumanie représentent des montagnes boisées, au-dessus desquelles se lève le soleil. À gauche du blason se trouve un derrick. Les armoiries sont encadrées par une couronne d'épis de blé. Au-dessus des armoiries, il y a une étoile à cinq branches. En bas des armoiries, les épis sont ceints

¹⁰ Michel Pastoureau, « Genèse du drapeau...cit. », p. 116.

¹¹ « România este stat național, suveran și independent, unitar și indivizibil ».

d'un ruban tricolore sur lequel est écrit 'RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE' »¹².

Puis, à l'article 118 de la même Constitution :

« Le drapeau de la République socialiste de Roumanie porte les couleurs rouge, jaune et bleu, placées à la verticale, avec le bleu près de la hampe. Au milieu se trouvent les armoiries de la République socialiste de Roumanie »¹³.

À la simple lecture du blasonnement, on peut déduire qu'on est loin d'une héraldique classique : les éléments ont tous portée politique immédiate, et récente, et ne renvoient guère à la tradition – n'était-ce l'étoile à cinq branches (rouge), devenue symbole communiste, et la couronne de blé, mais qui n'est pas ici directement reliée au cycle du pain comme c'est le cas dans les blasons traditionnels. À vrai dire, le blason tient bien plus du timbre-poste que de l'héraldique. Cela étant, moyennant quelques adaptations, il sera l'emblème de la République populaire, puis socialiste, de Roumanie, et ce de 1948 à décembre 1989.

Tous les « meubles » de ce blason ont une portée politique (programmatische), socio-culturelle ou référentielle. Les montagnes et la forêt (les Carpates), l'eau (le Danube), hypostasient le pays lui-même, elles en offrent l'idéal-type. De même, la couronne de blé en signale la prospérité – paysanne en l'occurrence. Eu égard à la culture roumaine, ces deux éléments sont sans doute les plus symboliques, soulignés par le ruban tricolore (qui indique, en outre, l'infléchissement national des différents régimes communistes). Par ailleurs, le derrick évoque à la fois l'industrie et les ressources pétrolières du pays – bien qu'à vrai dire, cette richesse soit ambiguë, puisqu'elle fut source de bien des tourments. Enfin, le blason est surmonté d'une étoile rouge, laquelle situe parfaitement le contexte communiste de la nouvelle République¹⁴.

Il convient donc de remarquer que ces armoiries communistes constituent une forte rupture par rapport au blason royal du régime antérieur, lequel insérait dans son écu (ce que réactualise le blason actuel de l'État roumain) les armes des différentes provinces historiques (Valachie, Moldavie, Olténie, Transylvanie et Dobroudja), un peu comme si, par nature, l'État

¹² « Stema Republicii Socialiste România reprezintă munți împăduriți, deasupra cărora se ridică soarele. În partea stângă a stemei se află o sondă. Stema este încadrată de o cunună de spice de grâu. În partea de sus a stemei se află o stea în cinci colțuri. În partea de jos a stemei, spicele sunt înfășurate într-o panglică tricoloră pe care este scris 'REPUBLICA SOCIALISTĂ ROMÂNIA' ». De 1948 jusqu'à cette date, la dénomination officielle du pays était, par contre, « République populaire de Roumanie ».

¹³ « Drapelul Republicii Socialiste România poartă culorile roșu, galben și albastru, așezate vertical, cu albastrul lângă lance. În mijloc este așezată stema Republicii Socialiste România ».

¹⁴ Cf. l'étude de Philippe Buton, « L'Iconographie révolutionnaire en mutation », in *Cultures & Conflits* 3, no. 91-92, 2013, p. 33.

composé était une union de nations roumaines. Les animaux « tutélaires » (aigle, bœuf, lion et, dans une moindre mesure, dauphins¹⁵) y symbolisent le lien au pays selon un angle héraldique et historique.

Dans les deux cas, les armoiries synthétisent le pays, en lui conférant une forme idéale. Mais là où les armoiries royales insistent sur l'union des provinces roumaines, le blason communiste assume l'unité et en décrit l'avenir radieux. La période communiste, forcément matérialiste, anhistorique par nécessité, montre une Roumanie « éternelle » – à tel point que, bien involontairement, supposons-le, la carte postale se fait religieuse : l'étoile qui surmonte les montagnes n'est pas sans évoquer un avènement – comme l'étoile de Bethléem, en somme. Même si la métaphore du blason est un peu erratique, la symbolique est, quant à elle, limpide : une vision transcendante de la terre nationale. Notons d'ailleurs qu'à propos du culte de la personnalité qui s'instaure dans les années 1970, Catherine Durandin remarque :

« Les qualificatifs évoluent : le chef de l'État roumain est célébré pour son savoir et sa compétence, il sera loué bientôt en tant que fils du peuple et de la patrie, une patrie représentée à travers la structure symbolique de son espace. Ceaușescu est *Danube*. L'espace s'agrandit jusqu'à une représentation cosmique : Ceaușescu est l'étoile polaire, rocher, sapin »¹⁶.

Ce qui est étonnant, alors que le texte est évidemment directement inspiré de la phraséologie communiste, c'est que l'évocation du Chef de l'État, dans une période de plus en plus nationaliste, correspond presque entièrement à l'emblème du pays. Dès lors, ce qui, de prime abord, sonne étrange (« Ceaușescu est Danube »), en vient à résonner autrement : ridicule ou non, le Président est désormais emblème de la nation.

LE DRAPEAU TROUÉ ET LE VIDE DU POUVOIR

Arracher les armoiries communistes, au centre du drapeau, ne peut pas être lu comme un simple acte de révolte contre le symbole d'un État jugé inique : il s'agit également d'une lecture ambiguë du passé, qui aura une influence sur les événements qui suivront, surtout pour la période qui court de 1989 à 1991¹⁷. Dans les faits, il y a rupture violente avec la réalité politique de

¹⁵ Sans qu'il faille y voir une grande signification : à nouveau, les interprétations sont postérieures à la composition des blasons, et forcément très orientées. Pour les dauphins, notons qu'ils représentent, en héraldique, tout poisson. C'est donc la mer.

¹⁶ Nous soulignons. Catherine Durandin, *Histoire des Roumains*, Fayard, Paris, 1995, p. 451.

¹⁷ Période partagée, si l'on s'en réfère au découpage chronologique proposé par Alexandra Ionescu (*Du parti-État à l'état des partis. Changer de régime politique en Roumanie*, Editura Academiei Române, București, 2009), par un *interrègne* (décembre 1989-mai

l'époque ; puis composition, provisoire et par fait accompli, d'un nouveau drapeau (à disque) ; enfin, appel à la création d'une nouvelle symbolique de l'État.

C'est par ce trou que l'on peut deviner la violence des événements et comprendre l'importance de la théorie du « vide du pouvoir » qu'entend combler le Front de Salut National de Ion Iliescu¹⁸. En effet, s'il est un trait marquant de l'idéologie qui a cours lors des journées révolutionnaires, c'est cette idée que le FSN aurait pour mission de permettre la continuité de l'État (tout en démembrant, *de facto*, ses institutions). Même si de nombreux analystes y voient un argument simplement rhétorique, force est de constater que, en effet, le FSN a eu pour grande ambition de « boucher le trou » (ou de colmater la brèche). Ainsi, le deuxième décret qu'adopte le nouveau pouvoir, alors même que Nicolae Ceaușescu est encore en vie, et que la révolution se poursuit, est libellé comme suit (Décret-loi n° 2 du 22 décembre 1989, *Monitorul Oficial*, 29 décembre 1989) :

« ART. 1 – Le pays s'appelle la Roumanie.

La forme de gouvernement du pays est la république.

Le drapeau du pays est le tricolore traditionnel de la Roumanie, avec les couleurs disposées à la verticale, dans l'ordre suivant, en partant de la hampe : bleu, jaune, rouge »¹⁹.

On le constate : sur le drapeau décrit, nulle trace des armoiries du pays. La suppression de l'emblème communiste est actée et, ce qui ne manque pas de charme, la décision est publiée au *Moniteur*, le journal officiel²⁰. Cela ouvre le champ à une ambiguïté fondamentale – et terrible pour les mois à venir : cette révolution est-elle à entendre comme une restauration, ou comme une rupture ? En fait, les deux à la fois : le nouveau drapeau est celui de 1923 (le « tricolore traditionnel »), tandis que la forme de gouvernement est, comme sous le communisme, la République. La seule conclusion à tirer de ce pas de deux est que, dès le 22 décembre 1989, les acteurs du pouvoir veulent idéologiquement rompre avec les deux pouvoirs antérieurs. Ou les trahir – c'est selon les sensibilités.

1990) puis, forcément, par une *constituante*, suite aux premières élections (du 20 mai 1990 jusqu'à l'adoption de la nouvelle Constitution, par référendum, le 8 décembre 1991).

¹⁸ Sur cette question, cf. Alexandra Ionescu, *Du parti-État à l'état des partis...*cit., et notamment sa deuxième partie « La dernière révolution léniniste », pp. 115-201.

¹⁹ « ART. 1 – Numele țării este România. / Forma de guvernământ a țării este republica. / Drapelul țării este tricolorul tradițional al României, având culorile așezate vertical în următoarea ordine, pornind de la lance : albastru, galben, roșu ».

²⁰ À propos du vide de pouvoir qu'il convient de combler au plus vite, selon Iliescu, Alexandra Ionescu remarque : « [...] a transcription immédiate dans [...] *Monitorul Oficial*, journal officiel de l'État, témoignait non seulement qu'une bonne partie des institutions du système, dont ce dispositif de publicité, était toujours fonctionnelle, mais qu'elle répondait promptement et sans réserves aux injonctions politiques données par le CFSN ». In Alexandra Ionescu, *Du parti-État à l'état des partis...*cit., p. 128.

LES ENSEIGNES

Nous avons pu étudier ce qui constituait le drapeau. Mais la signification d'un étendard est-elle absolument séparable de celui qui le porte, l'enseigne ? À ce titre, un petit détour par la notion de révolution s'impose.

Une révolution ?

Arrivé à ce point, peut-être est-il utile de rappeler, comme le suggère Hannah Arendt²¹, que le mot révolution désigne le « Mouvement en courbe fermée autour d'un axe ou d'un point, réel ou fictif, dont le point de retour coïncide avec le point de départ »²². En d'autres termes, qu'initialement, une révolution *est* une restauration. Mais que l'idéologie révolutionnaire, telle qu'elle se construit aux XVIII^e et XIX^e siècles, essentiellement à la suite de la Révolution française, en modifiera le sens et la portée – ce que l'on trouve résumé par la même Hannah Arendt :

« [...] les Américains se seraient tout de même accordés avec Robespierre sur le but ultime de la révolution, la liberté, et sur la tâche réelle du gouvernement révolutionnaire, la fondation d'une république »²³.

Liberté, république ? La révolution roumaine est autant une restauration qu'une révolution moderne. En effet, certaines analyses commentent la mise en place du FSN comme l'effet d'une révolution communiste ou comme un coup d'État²⁴. Et notent que le terme de « révolution » a été produit, théorisé et diffusé à la population par le même FSN, au cours des événements de décembre 1989. Curieusement, et c'est l'angle d'approche d'Alexandra Ionescu, on doit dès lors accepter qu'il y a eu révolution, communiste, contre un État-parti, censément déviant. Ou, si l'on veut jouer avec les mots, une restauration du régime communiste (Peter Siani-Davies parle, plus justement, de « correction » – cf. *infra*).

De même, nombre d'intellectuels et de militants combattront le FSN, au nom même d'une révolution vraie, c'est-à-dire en militant pour le

²¹ Hannah Arendt, « De la révolution », [1963, 1965], in *L'Humaine Condition*, Gallimard, « Quarto », Paris, 2012, pp. 327-584.

²² Selon le *Trésor de la langue française*, « Révolution ».

²³ Hannah Arendt, « De la révolution », cit., p. 450.

²⁴ Principalement, Catherine Durandin, Guy Hoedts, *La Mort des Ceaușescu...cit.* ; Alexandra Ionescu, *Du parti-État à l'état des partis...cit.* Pour un état des lieux, critique et très complet de cette question, somme toute idéologique, cf. Peter Siani-Davies, « The Myths and Realities of Revolution », in *The Romanian Revolution...cit.*, pp. 267-286.

rétablissement d'un régime indûment renversé : la monarchie. Ils aspirent donc, eux aussi, à une restauration.

L'alternative « restauratrice » a été résumée par Peter Siani-Davies :

« Toutefois, l'idée de retour semble de prime abord avoir été le motif dominant. Que l'on songe au principal clivage de la coalition anti-Ceaușescu : il se basait sur l'opposition de deux 'âges d'or' mythiques. L'un, celui des partis traditionnels, pourrait être qualifié de restaurateur, puisqu'il cherchait à effacer le trauma communiste en revenant aux idéaux d'un Éden pré-communiste. L'autre, associé au FSN, était plutôt correctif, puisque, en se concentrant sur les réussites de la fin des années 1960 et du début des années 1970, il dépeignait la révolution essentiellement comme une inflexion du modèle néo-stalinien du Ceaușescu des années 1980, ouvrant de la sorte la possibilité à un compromis de socialisme démocratique. Ces deux 'âges d'or' mythiques se fondaient sur des visions utopistes et plutôt édulcorées du passé »²⁵.

À vrai dire, les deux aspirations restauratrices, en tant que telles, n'ont rien de gênant. Ce qui pose problème, c'est plutôt une contradiction entre les vellétés politiques des forces en présence (qui souhaitent toutes une restauration, même si ce n'est pas la même) et une forme d'idéalisme révolutionnaire. Car, indubitablement, et le Décret-loi n° 2 en témoigne, il y a eu révolution (au sens français du terme) puisque les effets espérés sont obtenus : après décembre 1989, les Roumains sont plus libres, et ils vivent dans une république (ce qui, justement, hérisse une part des acteurs politiques). Et ce, indépendamment des craintes – légitimes – de confiscation du pouvoir.

Toutefois, le problème se pose également ailleurs, sur une autre approche de la notion : sur l'idée qu'une révolution est nécessairement *populaire*. À nouveau, Hannah Arendt synthétise parfaitement ce type d'attente :

« [...] 'une révolution spontanée' à la Rosa Luxemburg – ce soulèvement soudain d'un peuple opprimé, luttant pour la liberté et pratiquement pour rien d'autre, sans le chaos d'une défaite militaire qui le précéderait, sans le recours aux techniques du *coup d'État*, sans le réseau dense d'un appareil d'organiseurs et de conspirateurs, sans la propagande déstabilisante d'un parti révolutionnaire, c'est-à-dire ce que tout le monde, les conservateurs comme les libéraux, les radicaux comme les révolutionnaires, [a] rejeté tel un beau rêve [...] »²⁶.

²⁵ (« Instead, the idea of return seems at first to have been the dominant motif. Reflecting the main cleavage in the anti-Ceaușescu coalition, this centered on two contrasting 'golden age' myths. One, which belonged to the traditional parties, might be termed restorative, since it sought to expunge the trauma of communism by returning to the ideals of a precommunist Eden. The other, identified with the NSF, was more rectifying, since, by focusing on the successes of the late 1960s and early 1970s, it portrayed the revolution as essentially a corrective to Ceaușescu's 1980s neo-Stalinist model, thereby opening up the possibility of a democratic socialist middle way. Both of these 'golden age' myths were based on utopian and rather rose-tinted visions of the past ») Peter Siani-Davies, *The Romanian Revolution...cit.*, p. 271.

²⁶ Hannah Arendt, « Réflexions sur la révolution hongroise », [1958], in *Les Origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Gallimard, Paris, « Quarto », 2002, p. 899.

La suspicion jetée sur les journées révolutionnaires roumaines tient autant aux multiples preuves de manipulation qui émaillent les faits, qu'à ce défaut supposé de « spontanéité », ce soulèvement collectif pas si massif que ça, ce caractère moyennement épique. Force est d'avouer qu'il y a aussi, en Roumanie, en 1989, une population pragmatique, qui n'a rien contre le communisme mais aimerait ne plus connaître de difficultés pour se nourrir ou se chauffer. Ce que rappelle crûment Lucian Boia :

« Non, le communisme ne s'est pas écroulé pour des raisons philosophiques. Il s'est écroulé pour des raisons 'alimentaires' : il n'y a plus eu, à un moment donné, de 'pain quotidien'. L'économie s'est embourbée »²⁷.

Autant le dire, les exemples sont rares de soulèvement « à la Rosa Luxembourg », et plus rares encore ceux qui ont réussi et débouché sur l'instauration d'un État de droit. Pourtant, une part en nous attend cette spontanéité, l'espère sinon l'exige. Une aspiration qui pourrait être qualifiée à la fois de picturale (pensons à *La liberté guidant le peuple* de Delacroix) et épique (l'insurrection comme avènement des valeurs sociales à travers le récit d'un combat glorieux). C'est un visuel narratif dont le stéréotype est le drapeau brandi (de préférence, en lambeaux, le drapeau). Mais il masque la réalité : en 1989, il y a différents acteurs qui occupent des espaces différents : les autorités en place, les insurgés, les « révolutionnaristes professionnels²⁸ » et... les gens.

Comment « armer » le drapeau ?

En trouant le drapeau, les insurgés ne suggèrent évidemment pas (ce serait une première en Europe) d'adopter un drapeau à disque. C'est d'ailleurs pourquoi toutes les voix proposent assez vite de remplir le vide. Ce qu'ils font, par contre, c'est créer une séquence narrative « épique », une aspiration révolutionnaire, qui suppose des valeurs à défendre. Mais quelles valeurs ?

Il faut constater un défaut de définition du drapeau tricolore. On sait qu'il représente, dans le discours culturel, un symbole de l'union – mais l'union de qui ? Les remarques de Judit Pál, à propos du drapeau hongrois au XIX^e siècle, valent pour notre cas également (où l'on remplacera « hongrois » par « roumain ») :

²⁷ (« Nu, comunismul nu s-a prăbușit din rațiuni filozofice. S-a prăbușit din rațiuni 'alimentare' : n-a mai avut, la un moment dat, 'pâinea cea de toate zilele'. Economia s-a împotmolit ») Lucian Boia, « Ieșirea din comunism : strategia minciunii », in *De ce România este altfel ?*, Humanitas, București, 2012, p. 111.

²⁸ Selon le terme de Hannah Arendt (« De la révolution », cit.). Nous y revenons *infra*.

« Cela permit de mettre à jour l'un des antagonismes de base qui contribuèrent grandement à l'explosion des conflits armés en 1848, à savoir si le drapeau représentait l'État ou la nation. Et quelle sorte de nation il représentait : la nation politique hongroise, la nation culturelle hongroise, ou l'ethnicité hongroise ? »²⁹.

Nous l'avons vu, le FSN a sa propre interprétation : la restauration du drapeau roumain traditionnel sans les armoiries communistes. Mais la question n'est pas si simple :

« Comment comprendre au demeurant, cet autre signe de la Révolution, le drapeau national troué ? Veut-il reproduire les 'drapeaux-frères' des pays voisins en quête d'une nouvelle identité démocratique, veut-il rappeler l'ancien étendard national, au centre duquel la couronne royale symbolisait jadis la monarchie constitutionnelle ? Faut-il d'ailleurs choisir ? »³⁰.

Ce passage propose en fait plusieurs voies : l'alternative restauratrice, déjà évoquée (socialisme à visage humain *versus* monarchie), mais aussi une « internationale » de la chute du communisme. À ce titre, signalons que le drapeau troué roumain n'est pas une première : en 1956, lors de l'insurrection de Budapest, le blason de la République populaire de Hongrie avait été pareillement découpé du drapeau. Le drapeau troué serait-il un topos des révolutions anticommunistes ? Même là, ce n'est pas si simple, puisque le grand espoir de 1956, c'était l'avènement d'un socialisme à visage humain.

En fait, la question sera éludée et l'on choisira plutôt la violence – qui est aussi un mode d'expression du drapeau. C'est surtout l'interrègne qui sera trouble, animé par un fort clivage politique, une non-représentativité des autorités en place³¹ et, bien sûr, une population qui n'y comprend pas nécessairement grand-chose.

Deux événements marqueront les esprits par leur brutalité, et ils se tiennent à quelques semaines de distance : tout d'abord, du 19 au 21 mars 1990, les émeutes de Târgu-Mureș³² puis, entre le 13 et le 15 juin 1990, la troisième

²⁹ (« This helped bring to the surface one of the basic antagonisms that largely contributed to the outbreak of armed conflict in 1848, namely whether the flag represented the state or the nation. And which nation did it represent : the Hungarian political nation, the Hungarian cultural nation, or Hungarian ethnicity ? ») Judit Pál, « 'The Struggle of Colours' ...cit. », p. 98.

³⁰ Catherine Durandin, Zoé Petre, *La Roumanie post 1989*, L'Harmattan, Paris, 2008, p. 86.

³¹ Impossible de détailler ici l'éventail des oppositions, depuis la renaissance des partis historiques jusqu'à l'apparition de l'UDMR, en passant par la Proclamation de Timișoara et sa vision programmatique de l'avenir du pays. Par ailleurs, laissons de côté la question du nationalisme roumain pendant la transition (PUNR et PRM).

³² On en trouvera une brève évocation dans Catherine Durandin, Zoé Petre, *La Roumanie post 1989*, cit., pp.123-124.

minériade³³. Quel qu'ait été le niveau de manipulation dans les deux événements, et il fut grand, ils tendent deux ressorts qui tiennent chacun à une vision symbolique de l'État, à savoir l'unité culturelle nationale (Târgu-Mureș) et la cohésion sociale (la troisième minériade).

À Târgu-Mureș, ce sera un pugilat entre deux camps farouches. À Bucarest, une pure bastonnade. Mais sinon, les deux événements ont quelque chose de similaire : deux camps opposés (roumains et hongrois de Transylvanie/manifestants de la Place de l'Université et mineurs), des moyens logistiques généreusement mis à disposition par les autorités et, tout de même, un résultat dont on peut douter qu'il fût celui espéré : 5 morts et plus de 200 blessés à Târgu-Mureș ; à Bucarest, les chiffres se contredisent – de 7 à plus de 100 morts, et plusieurs centaines de blessés (de 500 à 1500, c'est selon). Dans les deux cas, les images d'archives en témoignent (disponibles en ligne), la violence est brutale, et les moyens sont barbares : le casse-tête, la massue, la barre de fer. Des victimes, nombreuses, et ici et là, des sièges de parti politique détruits.

À ce titre, il peut être bon de rapidement citer l'une des clés de l'analyse du discours du FSN sur la révolution de décembre 1989 :

« Tel qu'il est envisagé et géré par ces acteurs qui s'installent à la direction de l'État, le changement advenu en décembre 1989 combine deux logiques d'action politique, 'communarde' et 'jacobine' [...] Pour les porte-parole du CFSN, la révolte des citoyens et la chute du chef du Parti-État est une vraie révolution parce qu'elle arrive à combiner les deux : elle est à la fois soulèvement spontané par le bas et saisie du pouvoir de l'État par le haut »³⁴.

Ne faut-il pas trouver, dans les événements de mars et juin 1990, une réponse perverse à cette idée d'une révolution à double détente, par le haut et par le bas ?

Le soulèvement par le bas, l'action « communarde », va en fait attiser des tensions particulières qui nous ramènent paradoxalement aux deux blasons du drapeau roumain.

À Bucarest, en effet, ces mineurs venus de la vallée du Jiu, pour casser le mouvement de la Place de l'Université, au motif que les manifestants seraient des légionnaires, des fascistes et des vandales, et ce avec l'agrément du pouvoir (puisqu'ils seront officiellement remerciés par le Président Iliescu), évoquent une parfaite histoire de redressement idéologique dans la cadre enchanté de la Roumanie telle que proposée sur le blason communiste. C'est une Roumanie à la fois rurale et industrielle, loin de la ville et de ses dérèglements. C'est la

³³ Les deux premières (janvier puis février) n'avaient pas été des parties de plaisir, mais la troisième est un sommet de barbarie et de perfidie politique. Cf. Catherine Durandin, Guy Hoedts, *La Mort des Ceaușescu...*cit., pp. 163-178.

³⁴ Alexandra Ionescu, *Du parti-État à l'état des partis...*cit., pp. 30-31.

sagesse qui force la jeunesse à coup de barre à mine. Juste après, si l'on s'en tient au fil épique, tout le monde devrait s'en trouver ragaillardi.

Judit Pál posait cette question de la représentativité du drapeau (représente-t-il l'État ou la nation ?). Or, en effet, dans l'après-1989, l'inclusion des minorités semble sujette à débat. Ici, les avis déviants sont condamnés à la bastonnade. Mais qu'en est-il des cultures diverses ?

À Târgu-Mureș, c'est donc le blason royal qui est interrogé – et la cohésion des citoyens de cette Roumanie à travers leur diversité historique. En effet, sur le blason, on trouve les armes de la Transylvanie, qui cèlent une autre histoire :

« Le *Diploma Leopoldinum* [...] garantissait l'autonomie du gouvernement de la Transylvanie, et le système des trois nations politiques et des quatre religions admises. Par conséquent, les élites des trois groupes privilégiés partageaient le pouvoir – à savoir, l'aristocratie hongroise ainsi que les élites saxonnes et sicules. Cela impliquait également un réseau complexe d'autonomies territoriales, qui entravait l'administration. L'aristocratie hongroise détenait les pouvoirs administratifs et judiciaires dans les départements ; la noble sicule gérait le Pays sicule ; enfin, les élites saxonnes administraient la 'Königsboden' »³⁵.

L'aigle, le soleil et la lune, et les sept fortifications, que l'on voit sur le blason de Transylvanie, représentent effectivement les trois nations admises à la table : magyars, sicules et saxons. En 1848, les Roumains auraient souhaité voir leur communauté y figurer aussi, mais ce ne fut pas le cas (l'antagonisme entre roumains et hongrois s'est en fait approfondi à l'époque). La Transylvanie fut rattachée en 1918 à la Roumanie – et bien sûr, elle le fut tout en conservant sa diversité. Depuis, l'ensemble magyarophone (magyars et sicules) a représenté une sorte d'ennemi intérieur, alors même que les saxons (dont beaucoup ont émigré, pendant et après le communisme), curieusement, faisaient peu à peu office de modèle.

Toutefois, ce que raconte aussi ce blason, c'est une histoire d'autonomie territoriale. En 1990, les combats de rue ont pour arrière-fond une profonde discorde sur le devenir des zones magyares qui avaient été zone autonome en Roumanie, entre les deux réformes constitutionnelles de 1952 et 1965³⁶.

³⁵ (« The *Diploma Leopoldinum* [...] assured the autonomy of Transylvania's internal government, and the system of three political nations and four accepted religions. Accordingly, the elite of the three privileged groups shared power – that is, the Hungarian aristocracy as well as Saxon and Szekler elites. This also meant a complex network of territorial autonomies, which represented a hindrance to the administration. The Hungarian aristocracy held administrative and judicial powers in the counties ; the Szekler nobles ruled the Szeklerland ; while the Saxon elite administered the so-called Königsboden »). Judit Pál, « 'The Struggle of Colours' ...cit. », p. 100.

³⁶ Cf. Eleodor Foçșeneanu, *Istoria constituțională a României. 1859-1991*, Humanitas, « Societatea civilă », București, 1998, pp. 119 et 124-125. Nous n'entrons pas dans le détail effectif de l'application de cette disposition constitutionnelle.

Le drapeau roumain, dans les premiers mois de 1990, est devenu bien étriqué : s'il est porté par les gens du bas, par la population, c'est alors une population réduite à son expression la plus emblématique, mais la moins diverse : le roumain parle roumain, il est orthodoxe, il n'est pas autonome, il est unitaire, il n'est pas un individu, mais un grand corps – celui de l'État.

Au nom de qui ?

Jusqu'à présent, nous nous sommes posé une série de questions : d'où vient le drapeau, que représente-t-il, qui représente-t-il, que raconte-t-il, qui le porte ? Voici le moment de la dernière interrogation : de qui est-il le nom ?

En 1989, le drapeau troué est certainement un drapeau sans nom : il est même un refus de l'autorité, du prince, dont les armes apparaîtraient au centre de l'étendard. Revoir, aujourd'hui encore, le drapeau troué lors de manifestation, témoigne de la persistance de ce refus.

Pourtant, il y a toujours un pouvoir, au grand désespoir, parfois, des candides : ainsi, un participant de la première séance du Conseil provisoire d'Union nationale (le 16 février 1990), dont le propos est retranscrit dans *Monitorul Oficial*, se désole :

« Lorsque la révolution a commencé, je n'avais pas pensé à faire de la politique, j'ai juste voulu défendre le sort de ce pays [...] On s'était dit qu'on renversait une dictature... Mais là c'est un véritable combat... Et voilà que l'on se trouve maintenant devant une perspective terrifiante : quelqu'un veut le pouvoir »³⁷.

Cette remarque n'est-elle pas, en somme, une autre façon de comprendre la théorie du « vide du pouvoir » ? Le lendemain d'une révolution, effectivement, quelqu'un voudra s'en saisir. Hannah Arendt (commentant les manifestations universitaires de 1968, aux USA et en Europe) en résume différemment les enjeux :

« S'emparer du pouvoir, c'est précisément ce que font les révolutionnaires. Les révolutionnaires ne 'font' pas les révolutions ! Mais ils savent à quel moment le pouvoir appartient à la rue, et quand l'heure est venue pour eux de s'en emparer. Jusqu'ici, un soulèvement armé n'a jamais suffi à conduire la révolution »³⁸.

³⁷ Cité (en traduction française) in Alexandra Ionescu, *Du parti-État à l'état des partis...cit.*, p. 7.

³⁸ Hannah Arendt, « Politique et révolution. Entretien », in *L'Humaine Condition*, Gallimard, « Quarto », Paris, 2012, p. 990. L'auteure emploie ici le mot « révolutionnaires » (*revolutionaries*) dans le sens de « révolutionnaristes » (*revolutionists*), qu'elle privilégie dans son essai « De la révolution ».

Hannah Arendt ne se satisfait pas, semble-t-il, de l'analyse léniniste du double mouvement, jacobin et communal. Plus cruelle, elle dessine ailleurs la figure du théoricien professionnel de la révolution, tel qu'apparu au XIX^e siècle :

« L'explosion de la plupart des révolutions a pris par surprise les groupes et les partis révolutionnaires professionnels, où qu'ils se soient trouvés – en prison, dans un café ou dans une bibliothèque. [...] Le mieux qu'ils aient su faire, c'était de se trouver dans les parages ou de s'empresser de regagner leurs pénates pile au bon moment, c'est-à-dire au moment de l'effondrement. [...] Le rôle des révolutionnaires professionnels consiste généralement non pas à faire la révolution mais à accéder au pouvoir une fois qu'elle a éclaté et, dans cette lutte pour le pouvoir, leur grand avantage tient moins à leurs théories ou au fait qu'ils s'y sont préparés et se sont organisés, qu'au fait que leurs noms sont les seuls connus du public. Ce ne sont certainement pas les complots qui déclenchent les révolutions [...] La perte d'autorité du pouvoir en place qui précède effectivement toutes les révolutions, ne fait à vrai dire mystère pour personne [...] Quoi qu'il en soit, alors que la part prise par le révolutionnaire professionnel au déclenchement de la révolution est généralement insignifiante voire nulle, son influence sur le cours qu'elle va prendre se révèle très importante. Et sachant qu'il a fait son apprentissage à l'école des révolutions passées, il va invariablement exercer cette influence non pas en faveur de la nouveauté et de l'inattendu, mais en faveur d'une action qui reste conforme au passé »³⁹.

Cruel pour cruel, à vrai dire, il est difficile d'analyser autrement les propositions politiques qui sortent de l'émoi de décembre 1989 : toutes effectivement sont conformes à ce que Peter Siani-Davies a nommé les « deux âges d'or mythiques ». Détaillons les différents acteurs (indépendamment de ce que l'on en pense) : on trouve un embryon d'autorité à Timișoara, qui ne parviendra pas à faire entendre sa voix ; un Front de Salut National (Ion Iliescu, Silviu Brucan, Petre Roman, etc.), qui bénéficie de l'appui de la télévision roumaine et des services de l'État ; un très bref essai de gouvernement Verdeț, concocté concurremment aux projets du FSN ; très peu de personnalités dissidentes qui aient une carrure politique ; et peu à peu, émergeant des placards où le régime les avait tenus, les figures politiques « historiques » (qui remettront sur pied les partis « historiques » : PNL, PNȚCD). Il est évident, dès lors, que ce sont les formules du passé qui ont la cote.

Reprenons les termes qu'emploie, sur son blog, Stelian Tănase ; ils représentent exactement, nous semble-t-il, les sentiments et l'affrontement idéologique tels qu'ils se présentaient :

« La vraie victoire sur le communisme, plutôt que l'exécution de Ceaușescu, aurait été le retour à la Constitution de 1923 et la restauration du Roi Mihai à la tête de la Roumanie. L'époque et les suffrages, influencés par de longues décennies de lavage des cerveaux, par la censure et la propagande bolcheviques, en ont décidé autrement »⁴⁰.

³⁹ Hannah Arendt, « De la révolution », cit., pp. 564-565.

⁴⁰ (« Adevărata înfrângere a comunismului ar fi fost nu executarea lui Ceaușescu, ci întoarcerea la Constituția din 1923 și revenirea Regelui Mihai în fruntea României. Vremurile și voturile, influențate de lungii decenii de spălarea creierelor, cenzura și

Ce libellé, bien qu'il réponde à la foi politique actuelle de certains citoyens roumains, correspond plus encore à l'état d'esprit qui prévalait à l'époque dans toute une frange de la population intellectuelle.

Ce n'est pas pour rien que le FSN prévoit, dès décembre, que la Roumanie sera une République. Et ce n'est pas innocent si le Roi Mihai sera longtemps interdit en Roumanie : il ne pourra pénétrer sur le territoire, librement, qu'en 1992. Non pas que le roi, ce roi-là, eût pu faire grand mal : plutôt, on ne badine pas avec les symboles. Indéniablement, les « révolutionnaristes » l'avaient très bien compris.

Il y a donc, pour conclure, un profond désaccord au cœur du drapeau roumain : celui d'armoiries fantômes, auxquelles tous ont renoncé, à défaut de s'entendre. Elles indiquent deux temporalités différentes, deux programmes, deux visions irréconciliables. Et puis, elles appartiennent au passé. Car, il faut le constater, les « révolutionnaristes » de 1989 ne sont pas prêts pour ce qui les attend. Mis à l'écart de l'histoire pendant un demi-siècle, ils sont aveuglés lorsqu'ils émergent à la lumière. Ils ne sauront tout simplement pas avec quoi remplir le drapeau troué. Mais dans la conscience de la population, ce drapeau continuera de signifier quelque chose. Une défiance vis-à-vis du politique.

CONCLUSION

À partir d'une question relativement simple, l'apparition d'un drapeau troué, symbole de la révolution roumaine de 1989, il semble qu'une multitude d'éléments soient venus compliquer l'analyse.

Car, si rares que soient les faits, ils demandent de nombreuses interprétations, pour mieux appréhender le drapeau. Et c'est bien la fonction d'un symbole : être lu.

Le drapeau original roumain, un simple tricolore bleu, jaune et rouge, s'est vu joindre, dans son histoire et dans l'imaginaire des citoyens, deux blasons différents. Il y a eu, tout d'abord, le blason communiste, constitutionnellement placé au cœur du tricolore. Puis, par compensation, le blason royal qui a modifié la conception que la population avait de son drapeau, devenu étendard. Le drapeau troué a ainsi agi comme une sorte de retour du refoulé.

Dès lors, c'est symboliquement non pas un, mais deux blasons, qui faisaient défaut en 1989. Les uns cherchaient à remettre sur pied une monarchie quand les autres criaient que la Roumanie était une république. Un quiproquo, hélas. Ou, plutôt, comme au cinéma, un asynchronisme, tant il est vrai que tous

propaganda bolșevică au fost potrivnice »). Stelian Tănase, « Coroana regală și gaura din steag », [blog], 5 juin 2013, en ligne : <<http://www.stelian-tanase.ro/coroana-regala-si-gaura-din-steag/>>, consult. : 22 septembre 2016.

ont vu les mêmes images, mais n'y ont pas mis le même son. Mais chacun, il faut le souligner, était sans doute bloqué dans un passé mythique, par là même peu opérant. Et il est vrai que les révolutionnaires de l'époque n'ont guère envisagé de troisième voie : un nouvel appareil symbolique pour un État renouvelé. Mais il est vrai aussi que constituer un État ne se fait pas sur papier.

Hélas, au nom du drapeau, c'est-à-dire au nom de la nation, le pire est arrivé : les affrontements, dont les émeutes de Târgu-Mureș de mars 1990 et la minériade de juin 1990 sont le parfait exemple. De façon tragique, la « geste » révolutionnaire s'est affrontée à son absurdité.

Dans cette histoire, c'est l'État qui s'est trouvé en lambeaux. Un État qu'il a fallu ensuite bricoler, jusqu'à le faire tenir grâce à une Constitution, en décembre 1991.

Un drapeau ne signifie pas tout. On y trouve souvent ce que l'on a bien voulu y mettre. C'est là aussi qu'il convient de le prendre pour ce qu'il est : un emblème. Le drapeau troué de la révolution roumaine est donc l'emblème d'un temps. À travers lui, on peut voir les clivages, fractures et affrontements de l'époque. Ses absurdités aussi.